

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023-2024



centre international
de solidarité ouvrière

TABLES DES MATIÈRES

TABLES DES MATIÈRES	2
LISTE DES ACRONYMES.....	2
REMERCIEMENTS.....	3
CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	3
ÉQUIPE DU CISO.....	3
MOT DU PRÉSIDENT	4
ÉDUCATION	5
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.....	9
PLAIDOYER.....	11
COMMUNICATIONS.....	15
ALLIANCES.....	17
INFRASTRUCTURES.....	19
ÉQUIPE DU CISO.....	19
COMITÉ ÉDUCATION.....	20
COMITÉ STATUTS ET RÈGLEMENTS	20
COMITÉ 50e DU CISO	20
COMITÉ GOUVERNANCE	20
ÉCORESPONSABILITÉ.....	20

LISTE DES ACRONYMES

ACTES-CSQ	Actions collectives en transition environnementale et sociale-CSQ
AFPC	Alliance de la Fonction publique du Canada
APTS	Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
AREQ-CSQ	Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec-CSQ
CCMM-CSN	Conseil central du Montréal métropolitain-CSN

CCSNO-CSN	Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais-CSN
CDHAL	Comité pour les droits humains en Amérique latine
CIBLES	Carrefour international bachelarié pour l'engagement social
CISO	Centre international de solidarité ouvrière
CPH	Concertation pour Haïti
CQMMF	Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes
CRÉDIL	Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière
CRFTQMM	Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
CTSP	Confédération des Travailleuses et Travailleurs des Secteurs Public et Privé
FAT	Frente Auténtico del Trabajo
FIQ	Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec
FNEEQ- CSN	Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
ICKL	Institut culturel Karl Lévêque
ITECA	Institut de technologie et d'animation
JQSI	Journées québécoises de solidarité internationale
MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NQSF	Nouveau Québec sans Frontières
PAPDA	Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif

RATTMAQ	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec
RCRCE	Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises
RRSE	Réseau pour la responsabilité sociale des entreprises
SCC-CSQ	Syndicat des conseillères et conseillers-CSQ
SCFP-Québec	Syndicat canadien de la fonction publique-Québec
SEPB-574 FTQ	Syndicat professionnel du Québec, section locale 574 de la FTQ
SAKS	La Société d'animation et de communication sociale
SLAM	Solidarité Laurentides Amérique centrale
SOFA	Solidarite Fanm Ayisyen
SPEUQAM	Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal

REMERCIEMENTS

L'action du CISO est rendue possible grâce à l'appui de plusieurs organisations membres, de collaboratrices et collaborateurs ainsi que de plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration, la coordonnatrice et l'équipe du CISO les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année. Nous remercions également le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et son équipe pour sa collaboration et sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité internationale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, président
 Françoise Ramel, FIQ, trésorière (jusqu'à février 2024)
 Virginie Lambert-Bérubé, FIQ, trésorière (à partir de mars 2024)
 Gilles Grondin, FTQ, vice-président
 Marie-Hélène Arruda, APTS, secrétaire
 Chantal Ide, CCMM-CSN, 2^e vice-présidente

ADMINISTRATRICES, ADMINISTRATEURS :

Virginie Lambert-Bérubé, FIQ (jusqu'à février 2024)
 Françoise Ramel, FIQ (à partir de mars 2024)
 Katia Lelièvre, CSN
 Luc Beauregard, CSQ
 Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ
 Christine Gauthier, FNEEQ-CSN
 Daniel Mallette, Syndicat des Métallos FTQ
 Vincent Leclair, CRFTQMM
 Alain Sévigny, Unifor Québec section 8284, FTQ
 Manon Fournier, SEPB-574, FTQ
 Alfonso Ibarra Ramirez, CCSNO-CSN
 Frédéric Brisson, SCFP-Québec FTQ
 Stéphane Doucet, Association des travailleurs grecs
 Dany Héon, membre individuel

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen, coordonnatrice
 Marie Paradis, chargée de projets
 Alexandra Fortin, chargée de l'éducation (jusqu'à septembre 2023)
 Valérie Babin, chargée de l'éducation (à partir de septembre 2023)
 Liên-Hoa Vertu Tran, chargée des communications (à partir de mai 2023)
 Sékou Diallo, comptabilité
 Jeannette Thiffault, appui comptable

MOT DU PRÉSIDENT

Le Centre international de solidarité ouvrière fêtera l'an prochain son 50^e anniversaire. Ce sera l'occasion de nous remémorer les leçons apprises au cours de ce demi-siècle, et la mobilisation importante que le CISO a permis d'insuffler dans les organisations syndicales en faveur de la solidarité internationale intersyndicale.

La Conférence internationale de solidarité ouvrière, qui s'est tenue en 1975 et qui a donné naissance au CISO est survenue deux ans après le coup d'État au Chili qui a renversé un gouvernement socialiste élu démocratiquement présidé par Salvador Allende. Les 3 ans au cours desquels l'Unité populaire a été au pouvoir avait soulevé un très grand enthousiasme à travers le monde.

Mais le gouvernement des États-Unis, qui prétendait et prétend toujours défendre la démocratie dans le monde, a soutenu l'armée chilienne pour qu'elle mette fin par la force à ce gouvernement démocratique.

Nous sommes aujourd'hui 50 ans plus tard, et la démocratie est attaquée de toutes parts par la montée de l'extrême droite dans de nombreux pays. Cette extrême droite qui tient un discours décomplexé, raciste, misogyne, homophobe, qui mise sur la polarisation de la société, et ce, dans un contexte d'accroissement des inégalités.

Les organisations syndicales sont l'un des derniers remparts pour la défense de la démocratie dans le monde, de la paix et de la justice sociale. D'où l'importance de la solidarité syndicale internationale que prône le CISO depuis près de 50 ans.

À titre d'exemples, de nombreux syndicats en Amérique latine, en Afrique et en Asie luttent pour améliorer les conditions de travail et l'obtention de salaires décents pour que la population de leur pays ait accès à des services d'éducation et de santé de qualité pour tous et toutes. Ils luttent pour que le personnel infirmier et enseignant, pour que tout le personnel qui œuvre dans les services publics aient le droit de ne pas devoir émigrer pour obtenir des conditions de travail décentes.

Les organisations syndicales internationales comme la Confédération syndicale internationale,

l'Internationale de l'Éducation et l'Internationale des Services publics font pression à l'Organisation internationale du travail et à l'Organisation des Nations unies pour un partage équitable des richesses. Actuellement, 25 % des travailleuses et travailleurs dans le monde gagnent moins que 250 dollars par mois. C'est insuffisant pour répondre à leurs besoins de base incluant l'éducation de leurs enfants.

Les syndicats ont un rôle important à jouer pour une meilleure distribution des revenus, ce qui inclut la création d'emplois décents partout dans le monde. Notre objectif est de nous assurer que les bénéfices du progrès soient partagés équitablement, et que la justice sociale soit une réalité pour toutes et tous.

C'est pourquoi il est essentiel que le travail de solidarité intersyndicale que nous menons au CISO se poursuive, et se manifeste concrètement dans des projets de coopération, comme celui que nous souhaitons mettre sur pied pour les travailleuses domestiques en Haïti, et celui que nous menons depuis quelques années au Mexique avec le Front authentique du travail. Ce travail de solidarité se poursuit également dans la reprise des stages qui avaient été interrompus à cause de la pandémie, le prochain stage aura lieu en novembre en Colombie.

C'est pourquoi également, il est essentiel que le CISO poursuive son travail d'éducation afin de renforcer la solidarité syndicale internationale.

Je termine ce mot du président en vous disant que c'est avec beaucoup d'émotion que je l'ai écrit, car il s'agit de mon dernier. En effet, je quitte mes fonctions de président du CISO après six ans. Je dois vous dire que j'ai beaucoup aimé chacun des moments au cours desquels j'ai travaillé avec vous toutes et tous.

Longue vie au CISO !

Luc Allaire, président du CISO

ÉDUCATION

L'éducation est le mandat principal du CISO. Il permet de renforcer la solidarité ouvrière grâce au développement d'une conscience collective des systèmes oppressifs mondiaux menant aux violations des droits des travailleuses et travailleurs.

Cette année, les deux outils d'éducation phares développés par le CISO – la bande-dessinée et l'exposition photographique – ont été utilisés pour continuer à promouvoir la campagne « Transition juste... pour toutes les travailleuses et les travailleurs! » L'objectif était de faire rayonner davantage les outils existants auprès des membres et de faciliter leur utilisation par le plus grand nombre en proposant des outils dérivés ou en les bonifiant.

Les activités diverses d'éducation à la solidarité internationale du CISO (conférences, formations, lancements, animations, mobilisations, balados, outils en ligne, ateliers et kiosques) ont rejoint directement plus de 4 600 personnes au total, soit le double de l'an dernier. Ces activités ont permis de maintenir des rapports réguliers avec les membres actuels du CISO, d'ouvrir la porte à de nouveaux membres et de renforcer des collaborations avec plusieurs organismes québécois militant également pour que les droits humains et environnementaux soient respectés à travers le monde.

Les activités d'éducation du CISO bénéficient du financement de ses membres, du MRIF, d'Activer le Changement, d'ECO Canada et de la Fondation Léo-Cormier. Nous les remercions grandement de leur appui important.

EXPOSITION DU MEXIQUE AU QUÉBEC : RÉCUPÉRER POUR LA PLANÈTE ET LE BIEN COMMUN

Alors que nous plaidons de plus en plus pour une transition juste, l'exposition « Du Mexique au

Québec : récupérer pour la planète et le bien commun » met la lumière sur les services inestimables que les deux organisations – la Coopérative de solidarité les Valoristes et l'*Unión de Trabajadores de Desechos Sólidos Industrializables* « *Lázaro Cárdenas del Río* » – rendent à l'environnement et à nos sociétés en détournant des centaines de milliers de tonnes de matières recyclables des lieux d'élimination. Cette exposition photographique résulte de la participation de Benoit Taillefer, du CCMM-CSN, au stage intersyndical du CISO au Mexique en 2020. Il avait alors pris des photographies des *pepenadores* (recycleuses et recycleurs de déchets) pour documenter les observations du stage et a ensuite poursuivi ce travail auprès des Valoristes au retour.

Une réflexion s'impose, en observant les différents portraits des valoristes et des *pepenadores*, sur la logique d'un système économique qui favorise la surproduction et l'hyperconsommation et qui génère des quantités astronomiques de déchets, tout en maintenant des acteurs environnementaux essentiels dans la marge.

L'exposition en format extérieur, exposée au nord de la place Émilie-Gamelin (Montréal, Berri-UQAM) a été inaugurée le 2 juin 2023. Depuis son installation, des visites guidées ont été faites et sont toujours accessibles pour les membres du CISO. Elle existe également en format ambulancier, ce qui permet de rejoindre des publics à l'extérieur de Montréal et d'aller à la rencontre des membres. Par exemple, ce format a été utilisé lors de la Journée de mobilisations pour le climat du Cégep de l'Outaouais et lors de plusieurs événements syndicaux.

Au total, plus de 815 personnes ont été directement rejointes via cette exposition, sans compter les centaines, voire les milliers de passantes et passants ayant consulté l'exposition extérieure depuis un an.

Pour pérenniser l'accès à cet outil d'éducation, l'équipe du CISO travaille sur la possibilité

d'archiver le tout sur une page web à la manière d'une visite virtuelle en ligne.



Exposition photographique au coin nord de la Place Émilie-Gamelin à l'hiver 2024. Photo : Valérie Babin. Montage : Liên-Hoa Vertu Tran.

BANDE-DESSINÉE « LES DESSOUS DU TEXTILE : LE VRAI PRIX DE NOS JEANS »

La bande dessinée « Les dessous du textile : le vrai prix de nos jeans » cocrée par l'équipe du CISO, son comité d'éducation et la bédéiste Chloloula, est parue au mois de novembre 2022. Cet outil d'éducation permet de vulgariser et de rendre accessible à un large public les différents aspects de la mondialisation de l'industrie textile et les conséquences sur les droits des travailleuses du textile du Québec, du Mexique et du Bangladesh ainsi que sur l'environnement. Découlant de la bande-dessinée, un jeu-questionnaire a été conçu pour soutenir le personnel enseignant dans ses activités d'éducation sur le secteur textile.

Grâce à la collaboration avec le Mouvement ACTES-CSQ en particulier, plusieurs personnes du milieu scolaire contactent le CISO, à tout moment de l'année, pour obtenir les outils éducatifs sur l'industrie du textile. Des élèves de l'école primaire Dominique-Savio (Sainte-Catherine-de-Hatley) et de l'école secondaire La Ruche (Magog) se sont même emparés du jeu-questionnaire pour le présenter à leurs camarades. De même, les outils du CISO ont permis à une militante du CCMM-CSN de faire une présentation lors de l'Assemblée générale d'avril 2024.

La bande-dessinée a également été l'un des déclencheurs de plusieurs activités du CISO. Par exemple, grâce à une collaboration avec le Lab22, 42 élèves de 5e et 6e année de l'école primaire La Riveraine (Saint-Zotique) ont pu recevoir une formation sur les enjeux des droits humains et environnementaux de l'industrie du textile. De même, elle a été l'un des outils présentés au Conseil fédéral de la FNEEQ-CSN lors d'une présentation intitulée « La solidarité internationale pour une transition juste ».

En plus de sa distribution lors d'événements variés, la bande-dessinée a été offerte lors de deux assemblées générales du SPEUQAM (26 avril et 7 juin 2023) ainsi qu'au conseil québécois d'UNIFOR (Capitale-Nationale) le 25 novembre dernier. Près de 100 copies de la bande-dessinée ont été transmises à des enseignantes et enseignants partout à travers la province, de Rouyn-Noranda en passant par la Capitale-Nationale, et plus de 1000 copies ont été distribuées lors d'instances syndicales et d'événements.

L'exposition grand format de la bande dessinée a été affichée pour la Semaine Rimouskoise de l'environnement du 19 au 24 février 2024 grâce au groupe CIBLES du Bas-Saint-Laurent. Plusieurs membres de l'AQOCI collaborent d'ailleurs toujours à la diffusion de la bande dessinée dans divers événements.

Le CISO semble avoir répondu à un besoin de documentation en français sur le textile pour les acteurs intéressés à éduquer sur ce secteur.



Visuels des vignettes de la bande-dessinée publiés sur les réseaux sociaux du CISO. Source : bédéiste Chloloula. Montage : Valérie Babin.

QUIZ ET FORMATIONS SUR LES ENJEUX DE L'INDUSTRIE DU TEXTILE : POUR OUTILLER DES FORMATRICES ET FORMATEURS

Voyant l'engouement des membres et des alliés du CISO pour la bande-dessinée, l'équipe a créé d'autres types d'outils sur la même thématique afin de former des formatrices et formateurs pour offrir des ateliers sur les enjeux de droits humains et environnementaux de l'industrie du textile.

À l'initiative du CISO, un dossier complet intitulé « L'industrie du textile sous toutes ses coutures » est maintenant disponible sur le site internet du Mouvement ACTES-CSQ. On y présente à la fois les ressources produites par le CISO, ainsi qu'un inventaire de nombreuses ressources externes. À la fin du mois de mars 2024, deux mois seulement après sa publication, plus de 200 personnes avaient visité la page web.

Le quiz sur l'industrie du textile débuté l'an dernier a également été amélioré et bonifié d'un document d'animation. Accompagné de nombreuses références, le document permet d'approfondir ses connaissances sur les enjeux de cette industrie. Le tout peut servir tant au personnel enseignant qu'aux organismes communautaires désirant animer un quiz devant un public de jeunes et moins jeunes.

À l'hiver 2024, grâce au financement d'Activer le changement, l'équipe du CISO a pu concevoir une formation en ligne sur les enjeux de droits humains et environnementaux de l'industrie du textile. La formation était destinée principalement au personnel enseignant du primaire et du secondaire, mais a également intéressé des organismes communautaires un peu partout à travers le Québec. Après avoir offert la formation à trois reprises (26-13 janvier et 9 février) à une trentaine de personnes, l'équipe a pu rendre celle-ci disponible en ligne sur YouTube.



Formation pour engager la jeunesse sur les enjeux de l'industrie du textile, hiver 2024. Source : Valérie Babin.

BALADO MILITANTISME, ALTERNATIVES & RÉFLEXIONS : 4 NOUVEAUX ÉPISODES

Les deux premiers épisodes du balado *Militantisme, alternatives & réflexion* ont été enregistrés à l'automne 2022, mais n'ont pu être diffusés qu'en 2023. Alexandra Fortin s'était alors entretenue avec Kalpona Akter, militante syndicale bangladaise fondatrice et directrice exécutive du *Bangladesh Center for Workers Solidarity*. Dans les troisièmes et quatrièmes épisodes, Valérie Babin rencontre le représentant syndical de la CTSP et défenseur des droits humains Jean Bonald Golinsky Fatal.

Ces quatre épisodes consacrés à l'industrie du textile proposent une réflexion sur nos modèles de production et de surconsommation dans une économie mondialisée. Les pistes de solutions et d'actions mises de l'avant font valoir l'importance de solidarité internationale et intersyndicale.



Affiche du balado *Militantisme, alternatives & réflexions*. Source : Liên-Hoa Vertu Tran.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Comme chaque année, le CISO a contribué à l'organisation des JQSI, l'un des événements phares de l'AQOCI, dont le CISO est membre. Il a participé aux activités de coordination nationales et montréalaises des JQSI en plus d'organiser un événement en lien avec la thématique annuelle : la souveraineté alimentaire.

Le CISO s'est joint à trois organismes de solidarité internationale : le CDHAL, le SLAM et Développement et Paix pour organiser le panel *Luttes paysannes d'ici et d'ailleurs : la souveraineté alimentaire menacée par les transnationales*. Le 23 novembre 2023, environ 60 personnes se sont déplacées au local de l'Association des travailleurs grecs pour entendre les cinq panélistes du Honduras, du Mexique, du Guatemala, d'Haïti et du Québec. Les panélistes ont pu exposer leurs luttes et leurs espoirs en relevant l'interdépendance de nos systèmes alimentaires.

Cette collaboration renouvelée avec des organismes de solidarité internationale a permis la production d'un balado dans le cadre de la SDI. On en retient que la résistance paysanne vise l'organisation collective de travailleuses et travailleurs et que le Canada ne doit pas être complice du non-respect des droits humains en diminuant les capacités des peuples de décider eux-mêmes comment ils organisent leurs systèmes alimentaires. Disponible sur Sound Cloud et Spotify, ce balado avait été écouté 130 fois en mars 2024, un mois après sa mise en ligne.



Affiche du panel *Luttes paysannes d'ici et d'ailleurs : La souveraineté alimentaire menacée par les*

transnationales. Source : Liên-Hoa Vertu Tran et Virginie Moncion.

RÉSEAU CANADIEN SUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Le CISO est membre actif du RCRCE, qui réunit des groupes de la société civile canadienne pour l'adoption de mesures légales ou institutionnelles visant à lutter contre les violations des droits humains par les entreprises canadiennes dans l'ensemble de leurs activités mondiales. Le CISO participe aux réunions mensuelles pour être mis à jour sur les cas d'abus et suivre les dossiers liés à l'imputabilité des entreprises. Cela permet, entre autres, d'alimenter les réflexions et les outils d'éducation sur la transition juste.

AUTRES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION

- Le 2 mai 2023, le CISO a animé deux ateliers sur le travail forcé et l'imputabilité des compagnies canadiennes à l'étranger en cas de violation des droits humains et environnementaux à 55 élèves de secondaire 3 de l'École secondaire Jeanne-Mance de Drummondville.
- Le 6 mai 2023, le CISO a coorganisé avec le CCMM-CSN et ses membres une conférence publique sur les luttes ouvrières et la réforme du droit du travail au Mexique pour une cinquantaine de personnes;
- Le 11 mai 2023, environ 60 personnes ont assisté à une présentation sur l'internationalisme syndical à l'Association des travailleurs grecs;
- Le 19 mai 2023, le CISO a participé à un panel sur la solidarité intersyndicale avec la Palestine dans le cadre de la conférence « La Grande Transition ». Environ 40 personnes étaient présentes;

- Le 20 mai 2023, le CISO a animé un atelier intitulé « La Convergence populaire : une expérience de mobilisation citoyenne décentralisée » dans le cadre de la conférence « La Grande Transition », rejoignant 12 personnes;
- Le 7 septembre 2023, le CISO a participé à l'événement *Créer le pouvoir populaire : L'héritage d'Allende au Québec* jumelant une exposition de photos d'archives et une table-ronde par la Fondation Salvador Allende. 70 personnes étaient présentes;
- Le 14 septembre 2023, la coordonnatrice du CISO a été panéliste lors du webinaire *1973-2023 : 50 ans de solidarités Québec-Chili* organisé par le Centre Justice et Foi, toujours dans le cadre des commémorations du coup d'État au Chili;
- Le 25 octobre 2023, le CISO a animé un atelier devant une centaine de personnes sur la solidarité internationale au Congrès du SCFP à Québec, où ont été discutées la situation en Haïti, en Colombie et aux Philippines.
- Le 25 novembre 2023, le CISO a été invité à réaliser une présentation sur la solidarité internationale intersyndicale au conseil québécois d'UNIFOR (capitale nationale) devant plus de 400 membres.
- Dans le cadre de la Conférence internationale du RATTMAQ du 17 et 18 décembre 2023, le CISO a animé un atelier sur la solidarité internationale et les droits des travailleuses et travailleurs migrants devant 80 personnes.
- Dans le cadre de Journée de lutte des droits des femmes célébrée le 8 mars de chaque année, l'Association des travailleurs grecs a invité le CISO à venir parler de la solidarité

internationale et des droits des femmes devant 60 personnes.

- Le CISO a réalisé un atelier-quiz sur le textile au Rendez-vous de la jeunesse engagée du Mouvement ACTES-CSQ les 4 et 5 mai 2023, et a de nouveau fait une présentation au rassemblement de 2024 devant environ 80 personnes.



Allocution du Rapporteur Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, Tomoya Obokata, lors de la Conférence internationale, 17 et 18 décembre 2023. Source: CISO.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

MEXIQUE

En partenariat avec des organisations de défense des droits des travailleuses et travailleurs, dont son partenaire principal et historique le FAT, le CISO articule sa programmation de solidarité au Mexique autour de trois axes complémentaires :

- 1) L'organisation collective et la défense des droits des travailleuses et travailleurs en situation de précarité et de marginalisation, dont entre autres les récupérateurs et récupératrices de déchets, en vue d'une transition écologique juste et inclusive;
- 2) L'appui au développement d'alternatives d'économie solidaire et coopérative pour ces travailleuses et travailleurs, leur permettant d'accéder à une meilleure sécurité matérielle, à des conditions de travail dignes et aux protections sociales;

- 3) La promotion et l'éducation sur les droits à l'organisation syndicale et à la négociation collective, notamment dans le cadre de la réforme du droit du travail et compte tenu des avancées importantes que cette réforme permet à ces niveaux et à celui des droits des femmes travailleuses.

Au cours de l'année 2023-2024, cette programmation, qui permet également d'alimenter le travail d'éducation du CISO, s'est traduite par les activités suivantes :

- Poursuite et finalisation du volet « Mexique » dans le cadre du financement à la mission octroyé par le MRIF via le programme NQSF. Ce financement démarrait à l'automne 2021 pour se terminer en mars 2024 et une demande de renouvellement a été soumise au MRIF. Sa composante de solidarité internationale visait principalement l'organisation, la formation et l'accompagnement de travailleuses et travailleurs de l'économie informelle pour la mise en place d'initiatives d'économie solidaire et coopérative. Elle a permis la mise en place et/ou la consolidation de sept initiatives collectives, le renforcement du secteur de l'économie solidaire du FAT, avec le développement de nouveau matériel de formation et l'acquisition d'une somme de nouvelles expériences dans des contextes très variés, et a suscité plusieurs expressions d'intérêt de nouveaux groupements de travailleuses et travailleurs, prises en compte dans la nouvelle demande de financement. Son volet de promotion de l'équité de genre a également favorisé l'émergence d'un important leadership féminin au sein de plusieurs des nouvelles coopératives.
- Appui au lancement et à l'équipement d'une nouvelle coopérative de recyclage à Santa Maria Coapan, dans l'État de Puebla (financement privé). Ce projet prend place au

sein d'une collectivité autochtone nahua et comprend aussi un volet d'éducation et de sensibilisation auprès des jeunes. Il s'inscrit en complément des activités d'animation et de formation réalisées avec le FAT dans le cadre du financement du MRIF.

- Dans le cadre d'une coalition avec le Fonds humanitaire des Métallos, l'AFPC, le SCFP et le CTC, appui à la gestion et la mise en œuvre d'un projet d'information et de formation sur les droits syndicaux et la réforme du droit du travail, en partenariat avec le FAT, Los Mineros, le Comité Fronterizo de Obreras et la Red de Mujeres Sindicalistas. Ce projet, qui se déroule sur quatre ans, est financé par Emploi et développement social Canada avec le Fonds humanitaire des Métallos comme agence d'exécution et a démarré en octobre 2021. Il donne lieu à une large gamme d'activités d'information et d'éducation sur les droits des travailleuses et travailleurs : émissions de radio, ateliers et conférences, podcasts, cours de formation de promotrices et promoteurs, de conseillères et conseillers juridiques et ou de cadres syndicaux, publications etc., dans différentes régions du Mexique. Le projet vise aussi à développer et renforcer des liens de solidarité entre les organisations syndicales québécoises et canadiennes et les organisations syndicales indépendantes et démocratiques du Mexique, notamment via des échanges et des tournées.
- Avec l'appui de deux organisations syndicales canadiennes qui ont souhaité conserver l'anonymat ainsi qu'un financement du CISO provenant du Fonds Guy Boulanger, appui à l'organisation et à la lutte des ouvrières et ouvriers (en grande majorité des femmes) de la maquiladora textile INISA 2000, dans l'État d'Aguascalientes, en partenariat avec le FAT. Cette maquiladora de propriété américaine produit des jeans pour des entreprises

comme Walmart et Amazon, et ses 667 ouvriers et ouvrières souhaitent se défaire d'un pseudo-syndicat pro-partie patronale, affilié à la *Confederación de Trabajadores de México*, pour former un nouveau syndicat démocratique et indépendant et exercer leur droit à la négociation collective. Face à l'impossibilité de tout dialogue avec l'entreprise et à ses manœuvres illégales dont plusieurs congédiements pour activités syndicales, une plainte a dû être déposée en mai 2023 auprès du Mécanisme américain de réponse rapide établi dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Cette plainte a connu une issue favorable à l'automne 2023 et le syndicat a pu s'affilier au FAT et négocier et voter sa première convention collective, conformément à la volonté d'une majorité écrasante de ses membres.



Rencontre de leaders valoristes du Québec et du Mexique lors du premier congrès électif de l'Alliance mondiale des récupérateurs. Source photo: Valoristes.

HAÏTI

La détérioration dramatique de la situation en Haïti a fortement limité les possibilités d'intervention et d'appui aux projets de partenaires du CISO en Haïti au cours des dernières années.

Toutefois, début 2023, le CISO a entamé des discussions avec son partenaire de longue date, l'ICKL, en vue d'identifier des ressources et de

mettre en œuvre un projet d'organisation collective de travailleuses domestiques à Port-au-Prince. Cette initiative, qui s'adresse à une catégorie extrêmement vulnérable de travailleuses, comprendra notamment des volets de formation sur les droits et d'alphabétisation et devrait démarrer à l'automne 2024 si des ressources suffisantes peuvent être mobilisées.

Au cours de l'année 2023-2024, le CISO a également poursuivi son appui (très modeste) à la tenue de l'Université populaire organisée par l'ICKL, SOFA, PAPDA, PAJ, SAKS et ITECA.

Enfin, le soutien des membres de l'AREQ-CSQ a permis de poursuivre un appui à la scolarisation (« ékolaj ») des élèves d'écoles communautaires, toujours via l'ICKL.

PLAIDOYER

Le CISO a aussi comme objectif de participer, en étroite collaboration avec ses partenaires d'ici et d'ailleurs, à une transformation sociale pour le respect des droits des travailleuses et travailleurs, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et plus démocratique. Cela peut prendre la forme d'une modification des structures et des institutions qui renforcent des rapports de force inégaux ou contribuent aux violations des droits humains des populations avec lesquelles nous travaillons ici ou à l'étranger. Il peut aussi s'agir d'influencer les gouvernements pour l'adoption ou la modification de projets de loi ou de protéger les défenseuses et défenseurs des territoires ou des droits humains en faisant savoir que leur situation est connue et suivie à l'international. Dans d'autres cas, le CISO appuie des mobilisations sociales ou s'associe à des initiatives collectives visant à pousser les compagnies québécoises et canadiennes à adopter de meilleures pratiques et à respecter les droits humains des communautés affectées et l'environnement.



Conférence de presse conjointe à l'occasion du dépôt de la pétition du RCRCE pour l'adoption d'une loi sur la responsabilité des compagnies canadienne à l'étranger, avril 2023. Source photo: Darren Shore.

RENCONTRES ET LETTRES DE PLAYDOYER

Cette année, le CISO a principalement réalisé des démarches de plaidoyer :

- 1) Autour de l'adoption d'une loi pour l'imputabilité des compagnies canadiennes à l'étranger en matière de droits humains et d'environnement;
- 2) Pour demander un salaire viable et le respect des droits des travailleurs et travailleuses du textile du Bangladesh;
- 3) En solidarité avec les Valoristes, pour que cette coopérative à vocation sociale soit incluse dans le système officiel de la consigne au Québec;
- 4) En solidarité avec le peuple palestinien, et pour demander la fin du génocide en cours (voir section Palestine, ci-dessous);
- 5) En solidarité avec la population haïtienne face à la grave crise sociopolitique et économique (voir section Haïti ci-dessous).

Une loi sur la diligence raisonnable permettrait de prévenir et d'agir contre les abus touchant l'ensemble des droits humains et la destruction environnementale dû aux actions des compagnies canadiennes à l'étranger en permettant notamment de les poursuivre pour ces motifs dans le cadre du système juridique canadien. Le CISO a ainsi participé à une mobilisation collective pour

appuyer l'adoption d'une loi contraignante et significative au Parlement européen en rédigeant des lettres aux ambassadeur de divers pays en Europe : la France, le Luxembourg, l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, la Suède, la Finlande, L'Allemagne, la Lituanie et Malte. Cette démarche a permis de donner un levier international aux groupes locaux dans leur plaidoyer pour un renforcement de la directive européenne sur la diligence raisonnable, qui a finalement été adoptée, même si elle aurait pu être beaucoup plus forte.

Au Bangladesh, des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs se sont mobilisés à partir d'octobre 2023 afin de demander une hausse de leur salaire au-delà de la misère. Cette mobilisation a été reçue par les propriétaires d'usines textile et le gouvernement avec une violente répression, ayant tristement causé quatre décès et plusieurs blessés et blessées et arrestations. Le 21 novembre 2023, le CISO a fait paraître une lettre ouverte demandant la hausse du salaire minimum et une meilleure distribution des bénéfices entre les grandes marques et les travailleurs, la fin de la répression, le respect de la liberté d'association et de négociation. La lettre a été publiée dans le Journal des Alternatives, Pivot et l'Aut'Journal. Le 20 novembre, il a signé des lettres destinées à la Première ministre du Bangladesh, Mme Sheikh Hasina, et au Haut-commissaire du Canada au Bangladesh, Lilly Nichols, avec plusieurs syndicats canadiens et organisations de la société civile pour demander un salaire viable et le respect des droits des travailleuses et travailleurs.

Le CISO a appuyé, avec ses membres syndicaux, l'intégration de la Coopérative les Valoristes au nouveau système de la consigne, afin que cette organisation à vocation sociale ait accès à une compensation juste pour son travail important de protection environnementale et auprès de ses membres. Après des années de lutte, depuis le 20 mars 2024, la Coopérative est désormais reconnue comme point de dépôt officiel par l'Association

québécoise de récupération des contenants de boissons. Elle recevra 2,5 sous par contenant consignés, un revenu amplement mérité depuis plusieurs années et qui lui assurera davantage de financement autonome pour l'avenir. Bravo à toute l'équipe et aux membres pour cette belle victoire!

Finalement, le CISO a appuyé diverses mobilisations en faveur de la régularisation des sans-papiers et l'ouverture des permis de travail fermés et du respect des droits des peuples en lutte pour le respect de leur territoire dans divers pays.

PLAIDOYER : HAÏTI

La crise sociopolitique et économique en Haïti a cette année atteint des sommets, avec la prise de contrôle d'une bonne partie du territoire et de la mobilité par des gangs lourdement armés, combinée à une absence de légitimité et une paralysie des institutions décisionnelle et juridiques. Le degré de violence a été inouï tout au long de l'année, marquée par des exactions et des violences sexospécifiques à grande échelle et l'incapacité de la police nationale à faire face aux gangs et à protéger la population. Le plan de transition de rupture proposé par une vaste coalition de la société civile haïtienne n'a malheureusement jamais été pris au sérieux par les États impliqués en Haïti, ce qui a engendré, voire permis une telle amplification de la crise qui était déjà critique il y a plusieurs mois.

Le CISO, dans ce contexte, a agi en collaboration avec les membres de la CPH pour créer des espaces d'échange et de réflexion avec des partenaires haïtiens afin de mieux comprendre leur analyse de la situation, leurs souhaits pour une transition de rupture, et les manières d'être solidaires avec leurs revendications. Il a continué à être en dialogue avec des partenaires haïtiens, comme l'ICKL, SOFA et la CTSP. À titre de membre de la CPH, le CISO a ainsi demandé le respect de l'autodétermination d'Haïti; que des pressions soient faites sur le

gouvernement canadien pour que les États-Unis cessent le trafic d'armes vers Haïti; que la transition politique et sociale laisse une place importante à la société civile haïtienne; qu'une aide humanitaire significative et autogérée par les organisations haïtiennes soit envoyée rapidement pour répondre aux besoins urgents de la population. Une déclaration a d'ailleurs été appuyée par le CISO et portée par plusieurs organisations syndicales francophones européennes.

En appui à la CTSP, le CISO a de plus rédigé une lettre de solidarité avec le syndicat de l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité (OFATMA) en janvier 2024, pour demander la réintégration des membres de l'exécutif licenciés pour leurs activités syndicales.

PLAIDOYER : PALESTINE

Depuis octobre 2023, le CISO a suivi de près la situation en Palestine. Lors de son Assemblée générale annuelle d'octobre 2023, ses membres ont adopté une déclaration de solidarité avec le peuple palestinien où il s'est engagé: à faire pression sur le gouvernement canadien pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza et pour la fin de l'exportation d'armes en Israël; et à continuer à participer aux activités d'éducation populaire sur l'occupation, la colonisation et l'apartheid en Palestine.

Fort de ces engagements, le CISO a pu réaliser plusieurs activités d'éducation auprès des syndicats membres et d'organisations de solidarité internationale pour expliquer la genèse de l'occupation, la colonisation et l'apartheid en Palestine, ainsi que la situation actuelle. Le CISO a ainsi collaboré avec le RRSE pour créer un guide pour mieux comprendre les répercussions des investissements et les devoirs des détenteurs d'actifs en matière de violation des droits humains dans le cadre du génocide palestinien. Deux

webinaires ont également été offerts par le CISO et le RRSE pour démystifier ce même sujet.



Guide *L'investissement face aux droits humains et au droit international*. Source : RRSE et CISO.

Le CISO a appuyé de nombreuses pétitions et prises de position collectives allant dans le sens de ses positions passées d'appui au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions; pour un embargo sur les exportations d'armes; pour un cessez-le-feu immédiat afin de mettre fin aux crimes de guerre et contre l'humanité et en faveur de l'autodétermination du peuple Palestinien. Depuis le mois de mars, le CISO s'est joint à la Coalition du Québec URGENCE Palestine, tout comme une quarantaine de groupes de divers secteurs, afin de continuer à faire pression sur les gouvernements canadien et québécois pour qu'ils mettent fin à leur complicité avec les graves violations de droits perpétrées par des acteurs israéliens en Palestine, notamment en termes diplomatiques et économiques. Le CISO fait partie du comité de coordination de cette coalition. Il a de plus affirmé la nécessité de protéger des actions telles les campements universitaires en solidarité avec la Palestine, à titre d'actions relevant d'une liberté d'expression essentielle au maintien d'une société démocratique et respectueuse des droits humain. Finalement, il s'est opposé à l'ouverture d'un bureau du Québec à Tel Aviv en signant une lettre lancée par la Ligue des droits et libertés du Québec et a appuyé la Flottille de Gaza. Certaines des activités d'éducation et prises de position du CISO dans les médias sur la Palestine sont listées ci-

dessous.



Manifestation de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, mai 2024. Source photo: CQMMF.

ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET PLAIDOYERS LIÉS À LA PALESTINE

- Le 1er novembre 2023, le CISO a exposé, devant 90 personnes, les enjeux de la situation en Palestine lors de l'Assemblée générale du CCMM-CSN;
- Le 28 novembre 2023, la présentation sur les enjeux de la situation en Palestine a été offerte à 20 membres des syndicats d'Oxfam-Québec, syndiqués avec la CSN et le SCFP;
- Le 13 décembre 2023, les syndicats en grèves du Cégep de Montmorency ont demandé au CISO, à l'historien Rachad Antonius et à une membre de la Fondation canado-palestinienne une présentation pour mieux comprendre la situation en Palestine. 100 personnes y étaient;
- Le 30 janvier 2024, lors de l'Assemblée générale du Syndicat des enseignants et des enseignantes du cégep Montmorency, 54 personnes ont pu prendre connaissance de la situation en Palestine grâce à une présentation de la coordonnatrice du CISO;
- Le 2 février 2024, lors de l'Assemblée générale du CCSNO-CSN, le CISO a fait une présentation à plus de 40 personnes sur la

solidarité internationale intersyndicale et la situation en Palestine;

- Le 22 février 2024, le CISO, accompagné de l'historien Rachad Antonius, a proposé un atelier de formation auprès de 15 représentantes et représentants syndicaux de son conseil d'administration sur l'histoire de la Palestine et sur la situation à Gaza pour les outiller dans leur travail de solidarité internationale;
- Le 13 mars 2024, le CISO a offert une formation au CRÉDIL de Joliette sur la situation en Palestine à environ 25 personnes;
- Le 15 mars 2024, en collaboration avec le RRSE, le CISO a organisé un atelier-webinaire auprès des membres du RCRCE sur l'imputabilité des compagnies canadiennes actives en Palestine et l'imputabilité du gouvernement canadien vis-à-vis du génocide en cours. 15 personnes étaient présentes;
- Le 20 mars 2024, dans le cadre de la Coalition Urgence Palestine, le CISO a appuyé l'organisation et l'animation d'une conférence de presse des membres de la coalition. 20 personnes étaient sur place et 1 800 personnes ont visionné la conférence en ligne;
- Le 15 mai 2024, le CISO et le RRSE ont organisé un nouveau webinaire sur le désinvestissement dans le cas des violations des droits humains en Palestine avec plusieurs intervenantes et intervenants, dont la représentante d'un fond de retraite Norvégien ayant réussi à désinvestir, rejoignant 30 nouvelles personnes.

COMMUNICATIONS

Le CISO utilise principalement les réseaux sociaux et l'infolettre mensuelle pour communiquer avec ses abonnées et abonnés ainsi que le grand public. Il diffuse de l'information sur ses projets de solidarité internationale, ses actions de plaidoyer et ses événements. Ainsi, il peut renforcer ses liens avec ses membres ainsi que ses sympathisantes et sympathisants et entretenir un engagement constant du public.

Le CISO a activement participé à trois réunions du Groupe de travail sur les communications de l'AQOCI pendant l'année. Ces rencontres et formations visent à échanger sur les bonnes pratiques et les enjeux liés aux communications.

MÉDIAS SOCIAUX

Facebook demeure le moyen de communication privilégié du CISO pour rejoindre les membres, les sympathisantes et sympathisants et le grand public. Le CISO compte 3235 abonnées et abonnés, soit 146 personnes de plus par rapport à l'an passé (une augmentation de 4.72 %). Plus de 17 600 personnes ont été atteintes par ses publications, ce qui représente une augmentation significative de près de 19% par rapport à l'année dernière.

Au courant de l'automne 2023, le CISO a créé un compte Instagram. 205 personnes y sont abonnées. L'équipe réfléchit à d'autres stratégies pour faire rayonner davantage le CISO.

SITE INTERNET

L'accent ayant été davantage mis sur sa page Facebook, moins de nouvelles ont été diffusées sur le site internet du CISO cette année. Ce dernier sert de plus en plus de lieu de documentation et d'archivage. 5 134 utilisatrices et utilisateurs ont consulté le site Web du 1 avril 2023 au 3 juin 2024. Pages vues : 18 978.

Pour améliorer l'expérience Web des internautes et se conformer aux standards du Web, le CISO procède à une refonte de son site internet. La nouvelle version est prévue pour l'automne 2024.

BULLETINS ÉLECTRONIQUES

Le bulletin Web mensuel est diffusé périodiquement aux membres, sympathisantes et sympathisants par courriel et est reçu par 815 personnes. Il s'agit d'un autre moyen pour partager ses nouvelles et celles de ses partenaires. Nous retrouvons notamment les projets, les événements, et les actions de plaidoyer dans lesquels le CISO et ses partenaires s'impliquent. Cette année, le CISO a publié un total de 14 infolettres dont deux éditions spéciales sur la Palestine. La moyenne d'ouverture est demeurée stable à 36 %.

De plus, le CISO a régulièrement diffusé ses nouvelles dans l'infolettre de l'AQOCI (neuf au total) afin de faire rayonner davantage ses activités.

PRÉSENCE DU CISO DANS LES MÉDIAS

Plusieurs articles du CISO ont paru dans les journaux de nouvelles alternatives et divers médias syndicaux. L'organisation a particulièrement bénéficié d'une grande couverture médiatique à travers sa participation à la Coalition du Québec URGENCE Palestine. Le CISO et ses partenaires ont d'ailleurs été invités à des entrevues sur plusieurs chaînes de radio. Le CISO a également rédigé et cosigné plusieurs lettres collectives, lettres ouvertes et lettres d'opinion qui ont été publiées dans les médias écrits. Sa collaboration avec des organisations d'ici et d'ailleurs, ainsi que des relations plus étroites avec des journalistes, lui ont permis d'élargir la portée de ses campagnes de sensibilisation et de plaidoyer.

Les publications écrites sont les suivantes :

- Article « Mobilisation pour mieux protéger d'ici les travailleurs du textile », Le Devoir, 24 avril 2023. Portée de 482 000 personnes;
- Article sur les luttes ouvrières et la réforme du droit du travail au Mexique, L'Aut'Journal, 17 mai 2023. Portée de 20 000 personnes;
- Article sur l'événement sur la souveraineté alimentaire des JQSI, AlterQuébec, 8 décembre 2023;
- Article sur le balado solidaire de la Semaine du développement international, L'Aut'Journal, 4 février 2024 ;
- Communiqué de la CPH appuyé par le CISO sur la menace posée par une minière canadienne, Presse-toi à gauche, 20 février 2024.

Les entrevues à la radio et à la télévision sont les suivantes :

- L'Heure du Monde (radio de Radio-Canada), entrevue « Dix ans après le Rana Plaza au Bangladesh : Reportage de Karine Mateu », le 24 avril 2023;
- Noovo, reportage « Les compagnies canadiennes doivent être responsables, même à l'étranger, selon des groupes », le 24 avril 2023;
- CBC Radio Noon, « 10 years after the Rana Plaza disaster », le 24 avril 2023;
- CBC Radio, marathon d'entrevues sur les travailleuses et travailleurs du textile au Bangladesh, le 26 avril 2023 : Mainstreet PEI (Charlottetown, IPE); All Points West (Victoria, CB); Shift (NB); Mainstreet (Halifax, NE); Up to Speed (Winnipeg, Manitoba); Afternoon Edition (Saskatchewan); On the Coast (Vancouver, CB); Let's Go (Montréal); Breakaway (Ville de Québec);

- À la Une (radio de Radio-Canada), « 10 ans après le drame du Rana Plaza au Bangladesh », le 27 avril 2023.

Les lettres collectives, lettres ouvertes et lettres d'opinion sont les suivantes :

- Lettre ouverte « Le Canada doit cesser d'affaiblir la souveraineté alimentaire et la protection des territoires au Mexique », AlterQuébec, 23 juillet 2023;
- Lettre ouverte collective « Le Canada affaiblit la souveraineté alimentaire et la protection des territoires au Mexique », L'Aut'Journal, 18 août 2023;
- Lettre ouverte « La répression des ouvrières du Bangladesh doit cesser! », le Journal des Alternatives et L'Aut'Journal, 21 novembre 2023;
- Lettre au Premier ministre Justin Trudeau demandant l'annulation de la suspension du financement à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient: Alter-Québec, 23 février 2024, L'Aut'Journal, 28 février 2024 et À bâbord ! (blogue), 29 février 2024;
- Déclaration commune de la Coalition du Québec URGENCE Palestine au moyen d'un espace publicitaire dans Le Devoir et le Journal de Montréal, 20 mars 2024.

Les articles publiés dans les médias des membres syndicaux sont les suivants :

- Article « Défendre les droits de la classe ouvrière au Mexique », L'Unité (CCMM-CSN), 1 avril 2023;
- Article « Le CISO collabore à un balado solidaire », Le Monde ouvrier, printemps-été 2024, portée de 29 500 personnes;
- Article « Un balado solidaire pour souligner la Semaine du développement international », L'Unité, mars 2024;

- Couverture de l'expo-photo dans l'info-lettre de juin 2023 du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, 29 juin 2023;
- Article sur l'ACÉUM, la souveraineté alimentaire au Mexique et la question du maïs transgénétique, Le Monde ouvrier, 15 décembre 2023;
- Article sur le site web de la FIQ « Gestes de solidarité », 23 février 2024.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud global, et luttant pour la justice et le respect des droits. Le travail en coalition est crucial pour agir collectivement afin de réaliser un changement social, en particulier lorsque nous travaillons avec des groupes discriminés ou marginalisés, afin que leur voix soit entendue. Cette année, le CISO a notamment travaillé avec les réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'AQOCI. Il participe régulièrement aux activités d'éducation, de formation, de réflexion et de plaidoyer de ce réseau, dont notamment les JQSI et la SDI.



CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La CPH coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales, la solidarité internationale et la sensibilisation du

public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH depuis plusieurs années. La coordonnatrice y est déléguée. La CPH a continué son travail de plaidoyer sur la grave crise sociale et politique actuelle en Haïti en demandant le respect de l'autodétermination du peuple haïtien et de son pouvoir d'action par le Canada et le Core Group (voir section Haïti).



FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice du CISO siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits humains réalisées par la Ligue des droits et libertés du Québec et par le CISO.



LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Le CISO est membre de la Ligue des droits et libertés, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.



RÉSEAU CANADIEN POUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Le CISO est membre du RCRCE, un réseau pancanadien dont la mission est de faire en sorte que les compagnies canadiennes respectent les droits humains et l'environnement dans leurs

activités à l'étranger, et en particulier les compagnies extractivistes. Il plaide notamment pour l'adoption d'une loi sur la diligence raisonnable des entreprises canadiennes à l'étranger.



COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE

Le CISO est membre de ce Collectif et appuie ses démarches pour éduquer et se mobiliser contre le militarisme, telle la Campagne du coquelicot blanc.



COALITION BDS-QUÉBEC

Depuis l'adoption d'une résolution d'appui à la campagne BDS en 2021 lors de son assemblée générale, le CISO est officiellement membre de cette coalition pour la défense des droits des Palestiniennes et Palestiniens et le respect du droit international.



COALITION DU QUÉBEC URGENCE PALESTINE

Le CISO est devenu membre de cette coalition ad hoc temporaire visant à demander des sanctions contre Israël pour mettre fin aux graves violations des droits humains et du droit international perpétrées à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023. Il fait partie de son comité de coordination.



COORDINATION QUÉBÉCOISE DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Jusqu'à l'automne 2023, le CISO a représenté le Comité québécois femmes et développement de l'AQOCI au sein du comité solidarité internationale de la CQMMF, ce qui a notamment permis d'appuyer l'organisation de webinaires et la planification d'un colloque international pour le 30^e anniversaire.



INFRASTRUCTURES

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2023-2024, le CISO a pu compter sur des cotisations de près de 111 000\$ de la part de ses membres organisationnels et individuels à travers le Québec, soit une hausse d'environ 4000\$. En effet, grâce à l'effort additionnel de certains membres syndicaux, le nombre de membres du groupe B a cru, notamment dans le secteur de l'éducation postsecondaire, ce qui fait qu'il y a maintenant près de 80 membres organisationnels. Ajoutons que plusieurs membres ajoutent à leur cotisation, des dons en appui aux activités du CISO, et que nous avons pu quasi doubler les dons reçus cette année avec un montant de près de 7000\$. Nous souhaitons remercier chaleureusement tous nos membres pour leur appui solidaire, qui demeure essentiel à l'action autonome du CISO.

FINANCEMENT DU MRIF

En septembre 2021, le CISO a obtenu un financement de 70 000\$ par année sur 3 ans (pour un total de 210 000\$) du programme NQSF du MRIF. Il s'agit d'un financement à la mission pour ses activités d'éducation et de solidarité internationale au Mexique qui s'est échelonné jusqu'à mars 2024.

AUTRES FINANCEMENTS

Trois subventions salariales ont été accordées :

- 1) Emploi-Québec
- 2) Programme Compétences numériques pour les jeunes d'ECO Canada;
- 3) Programme Croissance des métiers durables d'ECO Canada;

Le CISO a bénéficié d'une subvention de 5000\$ de la Fondation Léo-Cormier pour 2023-2024 pour ses activités d'éducation;

Il a de plus obtenu un financement de 5000\$ pour des activités d'éducation en milieu scolaire sur l'industrie du textile de la part d'Activez le changement, le programme d'éducation à la citoyenneté mondiale du Réseau de coordination des Conseils provinciaux et régionaux pour la coopération internationale.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO. En août 2022, Alexandra Fortin est entrée en poste comme chargée de l'éducation, grâce à une subvention d'Emploi-Québec, puis a été prolongée jusqu'à août 2023. Valérie Babin a ensuite occupé ce poste entre septembre 2023 et mars 2024. Liên-Hoa Vertu Tran a été en poste aux communications de mai à septembre 2023, grâce à une subvention d'Emploi-Québec. Elle a ensuite bénéficié du programme Communautaire, via ECO Canada jusqu'en mars 2024. Sékou Diallo, technicien

comptable, a effectué la tenue de livres, avec l'accompagnement de Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, qui a notamment travaillé sur les projets internationaux. Marie Paradis, responsable des activités du volet solidarité et coopération internationale, a assuré la gestion des projets internationaux et un appui général aux activités. Près de 40 de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action.

COMITÉ ÉDUCATION

Le Comité éducation s'est réuni à deux reprises afin de permettre une meilleure adaptation des outils d'éducation du CISO à un public syndical et favoriser leur rayonnement dans ce milieu. Il est composé de :

Dominique Bernier, CSQ
Karine Crépeau, FIQ (jusqu'à l'automne 2023)
Virginie Lambert-Bérubé, FIQ
Chantal Ide, CCMM-CSN
Miriam Zaidi, FTQ
Amélie Nguyen, CISO
Alexandra Fortin, CISO (jusqu'à septembre 2023)
Valérie Babin, CISO (à partir de septembre 2023)

COMITÉ STATUTS ET RÈGLEMENTS

Le Comité de révision des statuts et règlements s'est réuni 13 reprises tout au long de 2023-2024, en plus de plusieurs rencontres de travail en plus petit groupe, pour renforcer les structures institutionnelles du CISO. Son projet de révision des statuts et règlements a été adopté lors de l'AGE du 17 juin 2024. Il est composé de :

Christine Gauthier, FNEEQ-CSN
Chantal Ide, CCMM-CSN (jusqu'à octobre 2023)
Virginie Lambert-Bérubé, FIQ
Manon Fournier, SEP-B-574, FTQ
Marie-Hélène Arruda, APTS (à partir d'oct. 2023)
Amélie Nguyen, CISO

COMITÉ 50^e DU CISO

Ce comité a pour mandat de réfléchir aux actions à mener pour célébrer le 50^e anniversaire et de planifier les festivités qui se tiendront en 2025. Il est composé de :

Katia Lelièvre, CSN
Alfonso Ibarra Ramirez, CCSNO-CSN
Vincent Leclair, CRFTQMM
Gilles Grondin, FTQ
Luc Allaire, CSQ
Amélie Nguyen, CISO

COMITÉ GOUVERNANCE

Ce comité avait comme mandat d'analyser recommandations de la vérificatrice financière, de juger de leur pertinence pour une petite organisation comme le CISO et d'élaborer un plan de mise en œuvre de celles qui étaient pertinentes. Ce mandat a été réalisé et une proposition a été présentée au Conseil d'administration du CISO. Il était composé de :

Virginie Lambert-Bérubé, FIQ
Vincent Leclair, CRFTQMM
Manon Fournier, SEP-B-574
Gilles Grondin, FTQ
Luc Allaire, CSQ
Amélie Nguyen, CISO

ÉCORESPONSABILITÉ

Le CISO tente de faire sa part à son échelle pour réduire son empreinte carbone et son impact environnemental. Il détient une politique d'approvisionnement responsable depuis quelques années déjà. Le plus souvent possible, l'équipe fait ses impressions sur du papier réutilisé. Nous choisissons d'acheter du papier recyclé et produit de manière plus écologique tout comme nos cartouches d'encre, et nous donnons priorité aux produits issus du commerce équitable.

La programmation actuelle du CISO porte essentiellement sur la valorisation du travail des recycleuses et recycleurs et met de l'avant des pratiques respectueuses de l'environnement. De

même, la bande dessinée sur l'industrie du textile présente les impacts environnementaux désastreux de cette industrie. Force est de constater que lorsque les grandes compagnies cherchent à « maximiser leurs profits », les violations des droits des travailleuses et travailleurs vont souvent de pair avec un non-respect des écosystèmes. La campagne pour une loi sur l'imputabilité des compagnies canadiennes à l'étranger cible les impacts de leur action sur les droits humains, mais aussi la destruction environnementale. L'adoption d'une telle loi pourrait avoir un effet dissuasif sur les compagnies polluantes et contribuer à protéger l'environnement de toutes et tous.

Le CISO a finalement donné son appui à des coalitions et déclarations sur la justice climatique et a participé aux mobilisations sur ce thème.